

Vers le Sommet de Cotonou (1)

La Francophonie s'engage sur l'inforoute

*La question du Québec sera
commentée sans être à l'ordre
du jour du Sommet
francophone*

MICHEL VENNE
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Les chefs d'État et de gouvernement des 47 pays ayant le français en partage, lanceront la Francophonie sur ces autoroutes de l'information, lors de leur réunion bis-mensuelle, à Cotonou, au Bénin, en Afrique de l'Ouest, du 2 au 4 décembre prochain.

La défense et l'illustration du français sur les inforoutes est l'un des thèmes les plus chers à la délégation québécoise, qui sera dirigée par le vice-premier ministre Bernard Landry. L'autre priorité du Québec sera le soutien à l'éducation.

La question de la souveraineté du Québec n'est forcément pas à l'ordre du jour de la réunion de trois jours. Mais l'on s'attend à ce que, au lendemain du référendum, elle soit sur toutes les lèvres dans les coulisses du sommet.



Bernard Landry

L'aspect le plus visible de l'action du sommet francophone au chapitre des inforoutes sera l'inauguration ou l'annonce de la création d'une vitrine unifiée du contenu francophone existant sur le réseau Internet.

Ainsi, en composant une adresse électronique unique, un utilisateur du réseau pourra avoir un aperçu des différents services disponibles en langue française et, éventuellement, y accéder directement: banques de données, universités, bibliothèques, musées virtuels, gouvernements, associations, etc.

Mais la création de cette vitrine aura une vertu plutôt

VOIR PAGE A 8: SOMMET

■ Autres informations en page A 2

Le Devoir, 27 novembre 1995, p. A-1

SOMMET

SUITE DE LA PAGE 1

symbolique car le déploiement du français sur les inforoutes sera un chantier à long terme, en particulier pour les pays du Sud, notamment en Afrique, où une partie importante de la population n'a même jamais tenu un téléphone dans ses mains de sa vie.

Le Sommet de la Francophonie sera donc saisi d'un projet de résolution de principe et d'un projet de programmation prévoyant un certain nombre d'actions pour faire en sorte que le français ait sa place sur les réseaux électroniques et que les pays francophones de l'hémisphère Sud soient connectés aux réseaux.

Des moyens seront étudiés pour voir comment développer les réseaux de télécommunications dans le Sud, notamment en Afrique où vit 12 % de la population mondiale, mais où l'on ne trouve que 2 % des lignes téléphoniques. Mais il serait vain de brancher l'Afrique, rappelle un haut fonctionnaire du gouvernement du Québec, sans développer de contenus en langue française. «Brancher le monde sur Internet, c'est contribuer à angliciser le monde», dit-il, puisque l'anglais est la langue la plus répandue.

C'est pourquoi, à partir des recommandations de l'Agence de coopération culturelle et technique (secrétaire et principal opérateur de la Francophonie), le sommet entérinera un projet de programmation prévoyant des moyens de développer des contenus en français sur ces réseaux.

La délégation québécoise sera très active dans la promotion de ces initiatives. Le Québec sera par ailleurs un ardent défenseur d'un plan d'action élaboré pour favoriser le développe-

ment de l'éducation en Francophonie. Les pays francophones du tiers monde sont ceux où l'on trouve le plus bas taux d'enfants scolarisés. Il s'agit d'améliorer la qualité de l'éducation primaire comme au niveau universitaire. Ce plan pourrait comporter des objectifs chiffrés, par exemple sur le nombre de livres à distribuer dans ces pays ou le nombre de professeurs à former d'ici l'an 2000.

Le Québec n'a pas l'intention d'utiliser le sommet pour promouvoir la cause du mouvement souverainiste indique-t-on. La position officielle du gouvernement du Québec est que les «différends fraternels» qui divisent Québec et Ottawa, ne doivent pas entacher leurs relations avec les autres pays francophones. Il n'est pas question de prendre le sommet en otage ou de poursuivre la campagne référendaire sur place. D'ailleurs, la collaboration entre les fonctionnaires fédéraux et québécois a été excellente dans la préparation du sommet.

Par contre, la question du Québec, bien qu'elle ne soit pas un sujet à l'ordre du jour du sommet, risque d'occuper bien des conversations de couloir. Il se peut que des sympathies s'expriment lors de rencontres bilatérales. On s'attend à ce que les représentants canadiens soient, en privé, interrogés sur leurs intentions à la suite des promesses de changement formulées durant la campagne référendaire.

Il est possible que M. Landry, qui a fait escale à Paris avant de se rendre à Cotonou, profite d'une conférence, parallèlement au sommet, pour énoncer publiquement l'interprétation que fait le gouvernement du Québec des résultats serrés du référendum.